

L'interdiction du boycott d'Israël est comme le soutien de Thatcher à l'apartheid

Comité national palestinien du BDS – 15 février 2016

L'organisation palestinienne qui conduit le mouvement de boycott, désinvestissement et sanctions (BDS), qui est actuellement la cible des nouvelles règles du gouvernement britannique, affirme que le Premier ministre David Cameron commet une grave erreur, la même que faisait Margaret Thatcher avec son soutien indéfectible à l'Afrique du Sud de l'apartheid.

Les nouvelles règles qui vont être annoncées durant une visite en Israël, cette semaine, du ministre du Bureau du Cabinet, Matt Hancock, vont faire qu'il sera plus difficile pour les autorités locales et les autres organismes publics, dont les universités, de prendre des décisions d'acquisitions ou d'investissement éthiques. Le gouvernement affirme que les changements sont conçus pour contrer le mouvement BDS qui grandit.

Rafeef Ziadah, porte-parole au Royaume-Uni du Comité national palestinien du BDS, déclare :

« Plutôt que d'œuvrer à rendre Israël responsable de ses violations continues des droits de l'homme, les ministres britanniques continuent leur commerce des armes avec Israël et s'en prennent à la démocratie locale afin de le protéger contre toute critique. »

« Quelle sorte de message cela envoie-t-il à des entreprises britanniques comme G4S et JCB, qui aident et se font les complices d'Israël dans ses violations du droit international ? »

La société de services de sécurité G4S aide Israël à gérer ses prisons où des Palestiniens sont torturés, et JCP fournit les bulldozers qui sont utilisés pour démolir les maisons palestiniennes.

« En sapant la démocratie locale au profit d'Israël, David Cameron se place du mauvais côté de l'histoire, tout comme Margaret Thatcher avec son soutien à l'Afrique du Sud de l'apartheid. »

David Cameron lui-même franchissait la ligne de piquetage du boycott sud-africain encore en 1989, alors que l'opinion publique internationale avait déjà basculé en faveur de la démocratie, en allant faire un tour tous frais payés en Afrique du Sud, pour monter le dossier contre les sanctions au régime raciste. L'isolement international a été crucial dans la chute de l'apartheid en Afrique du Sud.

Ziadah poursuit :

« Le mouvement BDS au Royaume-Uni a reçu un large soutien précisément en raison de l'incapacité des gouvernements britanniques successifs à passer à l'action en réponse aux crimes de guerre d'Israël. »

« Loin de contrecarrer le soutien public grandissant à la lutte palestinienne pour la liberté, la justice et l'égalité, ces mesures ne font que mettre en évidence le soutien de plus en plus profond du Royaume-Uni à l'oppression par Israël des Palestiniens, et elles soulignent aussi qu'il est indispensable de mener une campagne pour la solidarité. »

La multinationale à base française Veolia a mis fin à son rôle dans les colonies illégales israéliennes, après que des autorités locales au Royaume-Uni et au-delà l'ont exclue de leurs contrats pour un montant de plus de 10 milliards de livres.

Les conseils locaux de Tower Hamlets, Leicester, Swansea et

Bristol sont parmi ceux qui ont adopté des résolutions en soutien au BDS, ou condamnant les entreprises impliquées dans les colonies illégales israéliennes.

Les limites, potentiellement d'une portée considérable, aux pouvoirs des conseils locaux concernant les investissements et les acquisitions ont été critiquées par Amnesty International, des conseillers élus, des experts en administration locale et le Parti travailliste.

Une coalition des groupes de la campagne – dont des militants pour le climat qui travaillent avec les autorités locales qui se sont désinvesties des entreprises utilisant des combustibles fossiles – mène campagne contre les initiatives qui restreignent la capacité des autorités locales à prendre des décisions pour des investissements éthiques.

Les militants ont jeté le doute sur l'idée que les nouvelles règles pourraient impacter les syndicats d'étudiants, lesquels sont enregistrés comme organismes caritatifs et ne sont pas limités par les mêmes cadres juridiques que les conseils locaux et les universités.

En plus des ministres qui entravent l'action des organismes publics dans leur soutien à la Palestine, le Cadre pour la Prévention (Prevent Framework) du gouvernement semble avoir identifié les discussions légitimes sur la Palestine comme un repère pour un « extrémisme » potentiel, et un écolier a été interrogé par la police anti-terroriste parce qu'il portait un badge « Free Palestine » à l'école.

Ziadah ajoute :

« Cette agression contre une liberté d'expression fondamentale et la démocratie locale intervient dans le contexte de coupes drastiques et idéologiques dans les dépenses publiques, des attaques gouvernementales contre la communauté musulmane, les syndicats et le droit de manifester. »

« Nous soutenons tous les groupes et toutes les communautés qui sont touchés par l'agenda néolibéral du gouvernement conservateur et par toutes les attaques contre la démocratie et les droits fondamentaux. »

Note aux éditeurs

1- Les tactiques de boycott et désinvestissements ont été approuvées par le Congrès des syndicats et plus d'une dizaine de syndicats à titre individuel, le Parti des Verts, le Syndicat national des étudiants et des dizaines de syndicats étudiants.

2- Kate Tempest, Jarvis Cocker et Roger Waters de Pink Floyd sont parmi les mille artistes qui se sont récemment engagés à ne pas se produire en Israël.

3- La multinationale à base française Orange, et la plus grande entreprise d'Irlande CRH, sont parmi les autres grandes entreprises à sortir du marché israélien après d'intenses campagnes menées contre leurs relations avec l'occupation par Israël de la terre palestinienne.

4- En dépit des contrôles officiels de Whitehall sur les exportations d'armes, des armes et des technologies militaires de fabrication britannique continuent d'être vendues et utilisées par les forces d'occupation israéliennes. La valeur des licences autorisées pour les exportations vers Israël se montait à plus de 40 millions de livres, pour 2014 seulement. Les exportations britanniques des armes vers Israël comprennent des moteurs pour drones. Israël utilise ces drones pour attaquer les civils palestiniens. La plus importante entreprise d'armement d'Israël, Elbit Systems, est le chef de file d'un consortium de 700 millions de dollars qui fournira une formation à la Royal Air Force.

<http://bdsmovement.net/2016/palestinians-israel-boycott-ban-similar-to-thatchers-support-for-apartheid-13713>

Traduction : JPP pour BDS FRANCE